



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

7 | 1991

Charles de Freycinet (1828-1923)

Les grands axes de la pensée de Freycinet à travers les œuvres manuscrites du fonds

Pascal Blanqué



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/588>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1991

Pagination : 16 - 45

ISBN : ISSN N° 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Pascal Blanqué, « Les grands axes de la pensée de Freycinet à travers les œuvres manuscrites du fonds », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 7 | 1991, mis en ligne le 29 avril 2011, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/sabix/588>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© SABIX

Les grands axes de la pensée de Freycinet à travers les œuvres manuscrites du fonds

Pascal Blanqué

L'écrivain moraliste

L'œuvre littéraire se partage - dans le fonds - entre la *Guerre en Province* (fonds de presse, commentaires, analyses)¹, des discours de réception à l'Académie française (1891)², les *Souvenirs* (1913)³ (fonds de presse, correspondance, comptes-rendus, notes préparatoires), et un fonds de presse sur Freycinet, académicien⁴.

Mais on y trouve aussi, source de première main, des manuscrits très révélateurs de la personnalité de Freycinet. D'abord, des écrits de jeunesse, *Pensées et Maximes* (1850-1852), aphorismes d'un jeune homme de 23 ans⁵. Ensuite des notes manuscrites sur la politique étrangère, coloniale en particulier, de la France (1884-1891).

Les *Pensées et Maximes* éclairent le jeune Freycinet soucieux - si tôt - de fixer en une forme littéraire empruntée aux plus grands (Pascal, La Rochefoucauld, Bossuet ...), sa pensée et ses espoirs. Ainsi, sur un petit cahier vert sont consignées des « *Pensées* », écrits de 1850 à 1852, à l'âge de 21 à 23 ans. Certaines, comme le dit l'auteur, ont paru dans *Le Contemporain* ou *Le Figaro*, d'autres sont « passées dans le domaine public ».

On relève, entre autres,

« faire de l'esprit, c'est avouer qu'on en manque », « la modestie est la politesse du talent »,

qui annoncent l'homme que fut Freycinet. Mais aussi, plus surprenant,

« la société fait de l'homme un bois desséché qu'elle vernit »,

guerre faite aux apparences certes mais aussi réflexion sur la réalité sociale qu'on retrouve dans le manuscrit du *Progrès Economique* : la société, si elle n'est correctement régulée, produit des malheurs, broie et dessèche.

En moraliste, Freycinet cherche les contours de la franchise, de la modestie

« on prend souvent pour la modestie du talent ce qui n'est que le talent de la modestie ».

En jeune homme, il concède à l'amour des bienfaits « stendhaliens » qui nous font entrevoir un Freycinet bien peu conventionnel –

« l'amour est comme le feu : violent il purifie, faible il ternit ».

L'indulgence, le pardon, le mérite, la réputation, tout le vocabulaire éthique donne lieu à aphorismes et maximes. Mais aussi perfidie et stratégie verbale :

- « un assez sûr moyen d'inspirer à un homme un bon sentiment, c'est de lui laisser voir qu'on l'en croit doué » ou
- « entre une sottise et un trait d'esprit, il n'y a souvent de différence que la réputation de leur auteur ».

Rhétorique et exercice du pouvoir y trouvent leur compte :

- « plus vous vous offrez moins on vous accepte »,
- « nous ne gardons jamais rancune à l'homme qui peut nous servir »

Le pragmatisme le dispute à la hauteur de vue et d'esprit :

- « un homme d'esprit doute quelquefois de lui-même, un sot jamais »,
- « les inégalités humaines sont comme celles de la nature, elles s'effacent à mesure qu'on les envisage de plus haut »,
- « il en est du pouvoir comme des hautes montagnes, où la boue est au pied et la glace au sommet ».

On demeure confondu de voir dans les pensées d'adolescence toute la maturité et l'observation du jeune Freycinet. Véritable matrice du personnage, ce recueil indique toutes les ressources morales, intellectuelles mais aussi tactiques et stratégiques qui, éthiques et pragmatiques, conduisent Freycinet dans les arcanes du pouvoir et de la célébrité. Véritable code de conduite, ce Freycinet de 23 ans dispose déjà d'un remarquable sens des hommes, du pouvoir et de leurs rapports de force :

- « un sot cesse de l'être pendant qu'il nous applaudit »

et, surtout :

- « un homme qui méprise l'opinion publique est un homme qui se sent condamné par elle »

où perce l'intérêt pour la démocratie. De même cette maxime qui annonce l'homme des situations extrêmes :

- « il y a dans la vie une foule de situations où nous sommes enchantés que les circonstances décident pour nous ».
- Refus des apparences, souci des détails (« c'est dans les détails que se montre la force des vertus ») et principes de vie forts dominent ces pensées :
- « il faut traverser la vie comme une forêt »,
- « l'événement est un bon donneur de leçons : quand on n'a pas compris, on recommence ».

Mais aussi une prise de distance par rapport à cet exercice aphoristique :

- « J'ai peine à me représenter un moraliste jeune, beau et aimable ».
- Pouvoir et renommée, comme pressentis par Freycinet, en son jeune âge, sont aussi concernés :

- « la renommée d'un homme finit toujours par nous influencer, même quand nous savons à quoi nous en tenir sur son compte ».

Et le terrible :

- « la gloire est un de ces feux-follets qui échappent à toutes les poursuites et ne se fixent que sur les tombes ».

Charles de Freycinet élève à l'Ecole polytechnique ; le portrait a été publié dans la presse en 1891, en même temps que celui de son camarade Noblemaire dont la carrière a sans nul doute bénéficié de la haute protection du ministre



L'économiste

L'œuvre économique de Charles de Freycinet présente des ouvrages publiés de son vivant :

- La Banque de France et les crises monétaires, 1865⁶,
- Projet de modification des statuts de la Banque de France, 1865⁷.

mais surtout des manuscrits inédits, parfaitement rédigés, accompagnés des notes, calculs et études préparatoires à leur rédaction. Il s'agit des :

- Notes sur l'Epargne (1863)⁸,
- Notes sur la monnaie nécessaire aux échanges (1863)⁹,
- et, oeuvre majeure, du Progrès économique (1887)¹⁰,

synthèse saint-simonienne de mystique positiviste et de foi républicaine en la technique et le savoir scientifique, qui apporte un certain nombre de travaux inédits à la recherche historique. C'est là son aspect le plus novateur. Ces œuvres de réflexion illustrent des aspects méconnus de l'homme qu'était Freycinet : le jeune écrivain moraliste, mais surtout l'économiste et le puriste.

Page de titre du manuscrit « *Le Progrès économique* »

Projet d'un livre
intitulé : Le progrès
économique, et dans
lequel devaient être
définis le rôle de l'épargne
et de l'assurance

1887

Pièce 3029 du fonds Freycinet

L'analyse de Freycinet sur les buts de la science économique peut se résumer en une phrase : "Le Progrès économique, c'est la plus grande satisfaction pour le moindre effort". Page 1 du manuscrit "Le Progrès économique"

La science économique étant l'étude des causes qui concourent à la satisfaction des besoins matériels de l'homme, le progrès économique peut se résumer en un mot : c'est la plus grande satisfaction pour le moindre effort. En d'autres termes, il consiste dans l'accroissement continu de la production pour une somme de travail humain déterminée.

Ainsi rendre son effort de plus en plus efficace, de plus en plus fructueux, tel est le véritable problème pour l'homme. C'est la voie qui le conduit à l'affranchissement tant nous parlons et qui lui permet d'entraîner cette vie idéale, de la lumière, qui est la fois la plus noble des joissances et l'accomplissement le plus impérieux des devoirs.

On remarquera en quoi le progrès économique, tel que nous le comprenons, diffère de l'idée qui généralement nous vient à l'esprit. On considère assez souvent comme étant ce progrès une société dans laquelle la richesse augmente. Or pour nous, ce signe extérieur ne suffit pas.

Le raisonnement économique de Freycinet : Analyse du manuscrit *Le progrès économique*

Il convient de présenter les principales articulations de l'analyse économique de Freycinet, exposée dans le *Progrès économique*. Toutes les citations sont extraites de ce manuscrit.

La notion de progrès économique

Le progrès économique est défini comme la plus grande satisfaction pour le moindre effort. L'accroissement continu de la production pour une somme de travail humain déterminée, en constitue le fondement conceptuel.

De fait, Freycinet réfute l'idée selon laquelle serait en progrès une société dans laquelle la richesse augmente. Ce « signe extérieur » ne saurait dès lors suffire : le progrès commence là où l'accroissement de la production dépasse l'accroissement du travail.

L'explicitation de la notion de Progrès est au centre de la réflexion de Charles de Freycinet. Plus précisément, développement indéfini de la production pour une même somme de travail humain ; distribution de plus en plus équitable de la richesse entre tous les producteurs. Voilà les deux axes de la réflexion.

Il ne peut être question de progrès économique sans véritable affranchissement de l'humanité. C'est par la science et non par l'accroissement du travail matériel que la

société peut améliorer son sort. Le saint-simonisme de Freycinet est patent, cherchant à cerner le point de passage entre les sociétés antiques et les sociétés contemporaines. L'utopie saint-simonienne se résume dans l'idée que

« le dernier terme de la civilisation sera la disparition presque complète du travail manuel coïncidant avec un développement scientifique et un perfectionnement d'outillage tels que les besoins de l'économie soient largement satisfaits ».

Se rendre comme maître et possesseur de la nature,

« découvrir et mettre à profit de nouvelles propriétés de la matière ».

Tel est le projet cartésien revisité par le courant positiviste saint-simonien de la fin du siècle.

Techniquement, le procédé se résume dans la création des capitaux, nommée Epargne. Epargne et invention dessinent la structure économique de la société à venir.

L'analyse de l'épargne dans *Le progrès économique*

L'épargne est la portion de production qui n'est pas absorbée par la consommation et qui est mise à part pour un usage ultérieur. Définition traditionnelle de la « consommation différée ». Cependant, ainsi entendue l'épargne n'accroît pas la puissance productive de l'homme, elle sacrifie à l'exercice - éthiquement suspect - de consommation. L'épargne, de fait, doit fournir de nouveaux instruments de production. Cette formulation « productiviste » de l'épargne est posée comme « scientifique ».

L'accent est donc mis délibérément sur la haute influence du capital sur la puissance productive du travail humain.

Cette création de capitaux ne peut être réalisée que par l'épargne. Celle-ci n'apparaît donc pas comme une sorte de réserve pour la consommation de l'avenir, mais comme un accroissement des moyens de production, comme l'instrument de l'affranchissement de l'homme à l'égard du travail matériel, qui lui permettra de s'adonner aux oeuvres de l'esprit.

Une condition doit enfin être respectée : la masse des travaux ainsi engendrée doit augmenter plus vite que la population elle-même. L'approche se fait démographiquement et intègre la supériorité allemande et anglaise en la matière.

La population augmente, affirme Freycinet, moins vite que le travail. Le développement de la civilisation ne saurait être expliqué autrement. Cette loi est dite du « progrès universel ». La France présente un profil bas en termes d'accroissement de population et de travail.

La production apparaît l'oeuvre de deux facteurs : Capital et Travail. Si le capital est abondant par rapport au travail, l'intérêt diminue pendant que le salaire augmente de manière à ce que le total reste toujours égal à la production. Si le capital se fait rare, c'est l'intérêt qui augmente pendant que le salaire diminue. En règle générale, là où le capital augmente plus vite que la population, le taux des salaires s'élève, tandis que le taux de l'intérêt diminue ou demeure constant.

De fait, en France, depuis la fin du premier Empire, l'épargne a été très vive, la somme des capitaux a augmenté nettement par rapport à la population. Un mouvement très vif de hausse des salaires en a résulté. Freycinet fait d'ailleurs remarquer que le capital, par les facilités qu'il a d'émigrer, c'est-à-dire de chercher à distance des emplois plus fructueux, n'accepte pas volontiers des réductions d'intérêt. Toute la variation se fait alors dans le

sens de la hausse des salaires, qui s'élèvent plus que si l'intérêt du capital avait baissé simultanément. C'est la thèse du

« bras de levier, qui oscillerait autour d'une de ses extrémités au lieu d'osciller autour d'un point intermédiaire ».

La monnaie, quant à elle, par la dépréciation, a influé sur la valeur nominale des choses, mais s'est trouvée, selon Freycinet, impuissante à modifier les proportions relatives du capital et du travail dans la répartition de la production. De fait, la dépréciation n'a d'autre effet que de faire varier simultanément et parallèlement le taux de l'intérêt et celui des salaires, sans altérer leur situation respective.

Ainsi le doublement de prix du capital ne se traduit pas d'une manière apparente dans le taux de l'intérêt. Ce taux s'appliquant à un capital dont l'expression monétaire a doublé, doit, pour une même quantité nominale (= 100), rester constant. En d'autres termes, si un capital était primitivement exprimé par 100, il est alors exprimé par 200, la valeur de la monnaie étant réduite de moitié. Si l'intérêt était de 5 % il reste nominalelement égal à 5 % mais réellement devient de 10 % par rapport à l'ancienne valeur du capital.

Freycinet en déduit que ce qui double, dans une transaction usuelle, ce n'est pas le taux minimal de l'intérêt, mais l'estimation de tous les capitaux. Ainsi, la dépréciation de la monnaie a pour résultat une élévation parallèle de l'intérêt et des salaires. Mais, note Freycinet, l'élévation de l'intérêt n'apparaît pas dans l'expression du taux, mais se traduit par l'élévation de la valeur du capital. De ce fait, la répartition entre capital et travail, au sein de la production, n'est pas influencée par les variations de la monnaie.

Ainsi l'épargne contribue à l'extension de la production et du bien être social.

Comment, dès lors, encourager l'épargne ? Caisses d'épargne et caisse des dépôts et consignation jouent un rôle essentiel. Freycinet préconise de ne pas trop diminuer le taux ni limiter à l'excès le montant des dépôts. La recherche d'un taux d'équilibre, pour qu'il n'y ait ni perte ni gain, doit viser l'encouragement de l'épargne. Même si une perte - modique - doit être encourue par l'Etat, elle ne saurait effacer l'avantage de favoriser les dépôts, surtout les faibles dépôts.

L'épargne, est « la pierre angulaire » de l'édifice social. La développer chez les classes inférieures, c'est préparer leur affranchissement.

Si l'épargne est un axe privilégié de la politique économique et du progrès, l'invention ne l'est pas moins. Elle occupe en effet une place de choix dans le manuscrit du *Progrès économique*.

La notion d'épargne dans l'ensemble de l'œuvre économique de Charles de Freycinet

Freycinet se demande, tout au long de son oeuvre et pas seulement dans le *Progrès économique*, ce qu'il adviendrait, économiquement, si la société pouvait économiser tout son revenu. Plus précisément, il cherche à cerner le temps qu'il faudrait pour que ce revenu (ou l'ensemble des capitaux) double. Il entrevoit, hypothèse initiale, que celui-ci devrait être égal à celui qu'« on trouve dans les opérations d'intérêt composé ».

Freycinet part d'une estimation de l'épargne égale à 1/6e du revenu. Cependant l'épargne n'explique pas tout : la différence entre deux états économiques peut être due aux progrès industriels, à l'invention. De meilleures combinaisons peuvent accroître la force productive d'un capital.

Dès lors, une politique économique, sous l'impulsion du gouvernement, se doit certes d'inciter à l'épargne mais surtout de promouvoir invention et progrès. Freycinet envisage presque comme un « bien » d'augmenter le goût de la dépense

« car la dépense fait naître chez les hommes un besoin d'accroître rapidement les moyens de production et par suite de développer l'invention, fille du besoin ».

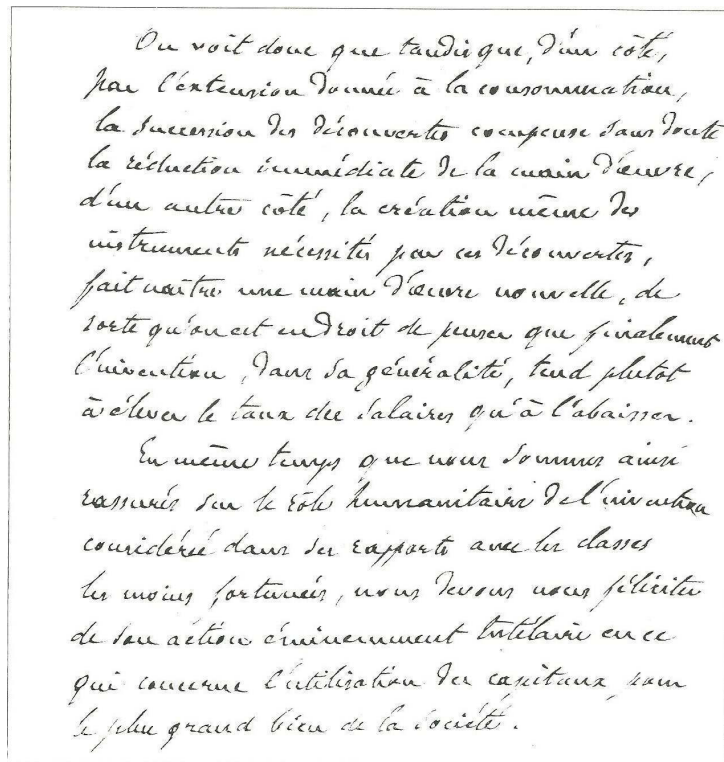
Il existe un lien entre épargne et invention. L'application des découvertes est facilitée par l'épargne. Tout nouveau procédé, pour s'introduire dans la pratique, exige un capital spécial que seule l'épargne peut fournir. Les chemins de fer fournissent un exemple : l'épargne et l'invention ont assuré leur essor. L'invention a permis de transporter voyageurs et marchandises à moindres frais. Freycinet montre que le bénéfice de la société est égal à la recette totale des compagnies, pour autant que l'on suppose que le prix moyen des transports, comparé à celui des anciennes voies, a été réduit de moitié. Du coup, si cette recette est elle-même égale au double du revenu des capitaux engagés (frais d'exploitation à 50 %), Freycinet montre que le bénéfice est égal au double de ce revenu, ce qui revient à écrire que la société a acquis un revenu triple de celui que représente la seule épargne.

Plus fondamentalement, un nouvel instrument ne se substitue, à prix égal, à un ancien que parce qu'il y a avantage, c'est-à-dire parce que la production du premier est supérieure à celle du second, et lui est même assez supérieure pour compenser la perte qu'on subit en l'abandonnant.

Les rapports des notions d'invention et d'épargne dans l'analyse de Freycinet : « S'il est de l'essence de l'épargne d'augmenter la demande, il est dans le rôle habituel de l'invention de la réduire ». Page 24 du manuscrit « Le Progrès économique ».

S'il est de l'essence de l'épargne d'augmenter la demande des bras, il est dans le rôle habituel de l'invention de la réduire. Or, si le progrès économique, c'est-à-dire l'invention, ne se traduit pas par une diminution de capital, ~~un~~ ^{avec un} ~~laissant~~ nombre de bras stationnaire. Orque ~~le~~ ^{le} travail diminue en même temps. Or, ce qui est bien plus fréquent encore, ce qui est la règle presque invariable, le travail diminue en même temps que le capital augmente ; l'accroissement de capital est moins considérable que la diminution de travail, l'on résulte un bénéfice pour la société.

L'aspect social de la pensée de Freycinet : «Le rôle humanitaire de l'invention considéré dans ses rapports avec les classes les moins fortunées». Page 42 du manuscrit «Le Progrès économique»



La notion de taux d'intérêt chez Freycinet

Le taux de l'intérêt fait l'objet d'une analyse particulière.

Pour Freycinet, il est faux de croire que la diminution du taux de l'intérêt des capitaux est un symptôme de la richesse des sociétés.

Le taux de l'intérêt présente une double nature : prime d'assurance et loyer. Pour ce dernier, la diminution de son taux ne prouve rien quant à la puissance productive de la société.

Une diminution du loyer indique que plus de capitaux sont offerts par rapport aux capitaux demandés. Si la demande s'affaïsse, à offre constante, le loyer baisse.

De fait, cette diminution indique que la quantité des capitaux augmente plus vite que les moyens de les employer. Inversement, l'augmentation du loyer indique que le travail

« marche plus vite que les capitaux qu'il réclame ».

La question est la suivante : le capital d'une société se trouvant augmenté au bout d'une année de travail, quelle probabilité y-a-t-il pour que le taux de l'intérêt baisse l'année suivante ? De fait, pour Freycinet, plus la société trouve moyen de faire rapporter à ses capitaux un gros profit, plus elle s'enrichit, plus elle augmente son bien-être.

Quand, de surcroît, une branche d'industrie devient moins avantageuse, on en découvre d'autres. Ainsi, l'invention marche parallèlement à l'accroissement des capitaux. En fait, si une société voyait tout à coup son capital doubler, l'intérêt baisserait en proportion et la situation serait avantageuse. La baisse de taux est donc liée à l'accroissement de la

richesse, du moins théoriquement. En réalité, des capitaux s'accumulent lentement et rien n'assure que cette accumulation est plus rapide que l'extension de ses emplois :

« décréter que l'intérêt de l'argent sera désormais réduit de moitié est comme si on décrétait que les capitaux d'une société sont tout à coup doublés, et le mode d'emploi ne sera pas changé ».

L'analyse de la notion de produit net

La notion de produit net est à cet égard à prendre en compte. Elle est - pour faire court - l'expression de l'accroissement de valeur créée par l'industrie.

Dès lors, le bien-être d'une société est-il en proportion du produit net de ses travaux ? La relation entre ces deux termes n'est pas nécessaire, selon Freycinet :

« il est dans la destinée du produit net de s'abaisser continuellement et cela à mesure que l'industrie se développe ».

De fait, l'élévation du produit net dans une branche quelconque est la conséquence immédiate d'une invention ou d'une meilleure organisation des forces productives. Puis, le produit net décroît à nouveau, à mesure de la diffusion de l'invention. En contrepartie le prix de vente des objets diminue, et le consommateur en profite. Sans diminution des prix on peut concevoir que le produit ne disparaisse pas sans que le bien être s'en ressente et sans avoir à se débarrasser de cette industrie : un patron qui augmenterait le taux de salaires, déclencherait un tel processus.

En définitive, ce qu'on peut dire en faveur du produit net, c'est qu'il est l'indice d'une amélioration récente dans les procédés de fabrication.

« On voit que l'intérêt d'un bon gouvernement est d'encourager - si l'on admet qu'il doive encourager quelque chose - non pas les industries qui sont susceptibles de donner les plus beaux profits, mais celles qui occupent la plus grande somme de bras et de capitaux ».

Critique de l'avarice

L'analyse de l'épargne de Freycinet, c'est l'un de ses singuliers détours, porte aussi sur l'avarice,

« la place qu'on doit exactement assigner à l'avare dans l'ordre des sympathies publiques ».

L'avare, critiqué parce qu'il place l'argent, n'ouvre aucune branche de production nouvelle et ne participe pas à l'accumulation de capital, à l'invention, l'investissement :

« très méritant au point de vue de l'épargne, il est nul dans l'invention ou dans la recherche des débouchés des capitaux ».

On ne peut mieux affirmer que l'épargne doit financer les investissements et qu'il existe un lien nécessaire entre épargne et investissement, dont Freycinet n'explicite pas la nature.

« En résumé, on doit, au point de vue économique, placer l'avare au-dessous de l'homme qui fait valoir lui-même ses capitaux bien que dépensant une portion de ses revenus, et au-dessus de l'homme, même libéral sans être prodigue, qui demeure oisif et ne fait pas valoir lui-même ses capitaux ».

Analyse de l'emprunt

Qu'en est-il de l'emprunt ? Un Etat doit choisir entre impôt et emprunt pour faire face à une créance, Freycinet ancre sa problématique dans l'histoire du XIXe siècle :

« pour satisfaire à la guerre de Crimée ou d'Italie, valait-il mieux recourir à la souscription nationale ou à une aggravation des impôts ? ».

Dans les deux cas, note Freycinet, on enlève une valeur que l'on affecte à des achats improductifs.

Si chacun souscrivait précisément pour la somme qu'il aurait dû payer comme imposé il n'y aurait, du point de vue économique, aucune différence entre les deux modes.

« Certes dans un cas les bailleurs de fonds toucheront un intérêt, et point dans l'autre. Ce sont les contribuables qui paieront cet intérêt ».

Or les contribuables sont précisément les souscripteurs.

L'emprunt, note Freycinet, retire des mains d'un certain nombre de particuliers de l'argent de placement, c'est-à-dire de l'argent destiné à être employé, d'une manière ou d'une autre, sous forme de capital. Il empêche donc l'accroissement du capital social.

L'impôt retire des mains des particuliers de l'argent faisant partie de leur revenu ou destiné à être employé, partie sous forme de capital de placement, partie sous forme de consommation. Si ce dernier emploi était le seul, la différence entre emprunt et impôt consisterait en ce que le premier se forme aux dépens du capital du pays et le second aux dépens de sa consommation.

Ainsi, conclut Freycinet,

« les sujets feraient face à la guerre par une diminution égale de leur bien-être, mais ils jouiraient dans l'avenir du revenu du capital non-aliéné ».

L'impôt est donc, du point de vue de Freycinet, une économie forcée. La question, se demande Freycinet, est de savoir s'il est bon de contraindre les classes pauvres à diminuer momentanément leur bien-être pour augmenter d'autant le capital social. Cette dernière notion, ambiguë, parcourt l'œuvre économique de Freycinet, indicateur qualitatif du « Bien-être » de la société, autre notion qualitative de mesure du progrès.

Freycinet a tenté de calculer les relations existant entre les évolutions du stock monétaire et les augmentations de salaire, sur l'ensemble du siècle

Etat du Stock monétaire ⁽¹⁾ et des augmentations de Salaires correspondantes.

Numéraire légal existant en France.		Salaires.			
		des Maçons.	des Menuisiers.	des Charpentiers.	des Serruriers.
En XI à 1835.	Or. 331 506 149 Argent. 1 334 322 799	2 235 354 636			
1824 à 1835.	Or. 1 756 131 660 Argent. 2 677 993 032	3 710 194 742	2. 24	7. 32	2. 55
1834 à 1845.	Or. 1 154 679 969 Argent. 3 356 999 915	4 700 793 375	2. 36	2. 47	2. 56
1844 à 1855.	Or. 1 536 054 553 Argent. 4 445 858 793	5 334 511 043	2. 51	2. 02	2. 54
1853 à 1871.	Or. 7 815 003 565 Argent. 5 057 479 123	12 843 932 988	3. 40	3. 26	3. 88
1871 à 1881.	Or. 8 752 645 706 Argent. 5 423 353 406	14 146 473 015	4. 72	4. 31	5. 07

(1) J'ai compris dans le stock monétaire tout ce qui a été frappé en France, de l'an XI à 1881. Il est bon de dire, néanmoins, qu'il faudrait déduire de ce total, pour avoir le stock vrai, tout ce qui a pu sortir du pays ou se perdre par le fait. Je puis dire en outre que le développement du Banquet, la création des chèques, les émissions de billets de la Banque de France et les autres moyens qui concourent, depuis près de 50 ans, au développement de la circulation en France, ont, pour beaucoup de transactions, sinon rendu le numéraire inutile, du moins diminué considérablement la quantité de métal que les mêmes transactions auraient exigé avant cette époque.

Pièce 3053 du fonds Freycinet

Calculs d'augmentation des salaires entre 1824 et 1881 effectués par Freycinet dans *Le Progrès économique*

Augmentation des salaires.
(1824 à 1881.)

Pourcentage.

Désignation des ouvriers.	1824 à 1843.	1843 à 1853.	1853 à 1871.	1871 à 1881.	Augmentation totale de 1824 à 1881.
Maçons.	5,4%	5,2%	31,6%	33,9%	51,9%
Menuisiers.	2,4%	5,2%	24,4%	32,2%	62,4%
Charpentiers.	0,3%	24,2%	32,2%	34,4%	77,7%
Serruriers.	3,2%	3,8%	20,1%	22,3%	58,4%
Augmentation moyenne totale					59,65%

(1) Cette augmentation des salaires me donne just l'expression exacte de la dépréciation du numéraire, car il faut faire entrer en ligne de compte le bien-être qui s'est considérablement développé depuis 50 ans.

Les commerçants admettent généralement que si l'on ne s'augmente dans une proportion de 40 % la dépréciation du numéraire depuis 1824, l'argent aura, dans cette proportion, de 20. 65 %, soit en chiffres ronds 30%.

L'autre proposition que j'ai faite dans le rapport de la dépréciation des prix, par suite de la dépréciation du numéraire, est de 30 %.

Pièce 3066 du fonds Freycinet

Les fondements de l'épargne

Dans cet éclairage, l'épargne apparaît comme une

« barrière à l'accroissement du bien-être, mais non une diminutif ».

Le discours économique de Freycinet frôle par certains aspects la morale.

L'épargne, non-accroissement des consommations, ne change rien à la situation des industries qui alimentent cette même consommation, « elle se borne à en prévenir l'extension ». Au contraire, quand on diminue la consommation, on perturbe toute l'industrie existante, et la perte qui en résulte peut être supérieure au bénéfice de l'économie elle-même. Tel est le socle de l'analyse de Freycinet.

Toutefois, les capitaux de placement qui seraient allés à l'emprunt et qui restent disponibles par suite de l'impôt, compenseront précisément la diminution de consommation due à ce dernier,

« car ces capitaux ne restent pas sous forme d'argent et s'échangeront contre des produits ».

En effet, entendu comme somme algébrique, le résultat total n'est pas changé et sur le marché général la production rencontrera la même demande.

« Mais cette égalité algébrique est loin d'être une égalité économique »

précise Freycinet. En effet, ces capitaux de placement, fournissant une demande de produits de même valeur ne fournissent pas une demande de produits de même nature.

Par ailleurs, il est supposé par Freycinet que l'emprunt a été souscrit avec les épargnes du pays et non avec son capital déjà existant. Cette hypothèse assigne une limite au raisonnement de Freycinet, qui cesse d'être satisfaisant quand l'emprunt dépasse le montant de l'épargne annuelle du pays. En cas de dépassement, propose Freycinet, il faut faire deux parts, l'une égale au montant présumé de l'épargne, demandée au pays par l'emprunt, l'autre, l'excédent, demandée par l'impôt. La part fiscale, théoriquement illimitée, vient toutefois buter sur la « limite pratique qu'indiqué la morale » assignée à l'économie politique.

L'épargne dans la politique économique d'un Etat

Le recours à l'emprunt risque, constate Freycinet, d'enfler indéfiniment le chiffre de sa dette. Freycinet écarte la question des intérêts de cette dette puisque

« la société se rend d'une main ce qu'elle s'enlève de l'autre ».

L'impôt sera ainsi élevé en proportion des intérêts à servir.

Un Etat doit-il pour autant accroître sa dette tant que cet accroissement ne dépasse pas l'épargne annuelle ? Freycinet ne le pense pas. Son analyse reste fortement pragmatique,

« la première condition pour qu'une dette soit justifiée c'est que l'emploi en soit bon ».

En matière de travaux publics par exemple, l'emploi n'est bon que si le capital ainsi placé est plus productif qu'il l'aurait été entre les mains des particuliers.

Par ailleurs, Freycinet envisage qu'à chaque accroissement de la dette corresponde un accroissement de l'impôt. Or, de ce point de vue, tant qu'on ne dépasse pas l'épargne, on peut élever l'impôt en proportion,

« puisqu'on ne demande au pays qu'une somme égale à celle dont la dite épargne, mise sous forme de rentes d'Etat, accroît son revenu total ».

Inversement, en dépassant l'épargne, en entamant donc ce que Freycinet nomme « le capital social », on élèverait l'impôt d'une quantité égale aux nouvelles rentes et cela reviendrait à maintenir l'impôt primitif mais sur une base de revenu déclinante qui menacerait cet impôt et donc le paiement de l'intérêt de la dette.

Freycinet parvient ainsi à poser la question d'économie politique :

« quand le revenu de l'Etat devient supérieur à ses besoins et aux intérêts de sa dette, vaut-il mieux diminuer les impôts ou amortir une partie de la dette ? ».

Si l'Etat rembourse, une portion de l'impôt se trouve ainsi transformée en capitaux dans les mains des remboursés.

Ces capitaux se porteront vers les industries productives (chemins de fer ...) tandis que les industries de consommation seront toujours frappées par l'impôt. L'Etat peut aussi dégrever et favoriser les industries de consommation. Les deux formes industrielles sont parallèlement encouragées.

En matière d'emprunt, Freycinet distingue les emprunts par négociation et ceux par souscription - leur clientèle n'est pas socialement la même, et Freycinet pense du devoir d'un gouvernement de

« faire pénétrer le plus possible l'emprunt dans les classes inférieures ».

De même, on ne peut empêcher les étrangers de souscrire.

En réduisant l'intérêt, on peut envisager de réduire les impôts d'une somme égale. Mais, note Freycinet,

« c'est absolument comme si l'on faisait payer une partie des impôts par les rentiers. Reste à voir si cette mesure, dont le résultat algébrique est nul, a des effets économiques bons ou mauvais ».

En rendant l'argent aux imposables, il se retrouve en consommation ou en épargne. L'argent enlevé aux rentiers aurait servi à la consommation ou à l'accroissement du capital. Dès lors

« pour que la société y gagne, il faudra que l'épargne faite par les imposables surpasse celle qu'auraient faite les rentiers ». (Cela suppose de fait que l'épargne dépende du revenu).

Il reste à déterminer si l'emprunt doit être émis à un taux bas ou à un taux élevé. Freycinet remarque que si l'avantage de l'impôt est de faire passer à l'état de capital une partie des revenus des contribuables, la même raison devrait faire préférer un taux bas à un taux élevé :

« il est clair qu'indépendamment des souffrances des classes pauvres, il y a tout avantage à ce que le taux de la rente, et en général de tous les capitaux soit le plus bas possible : cela développe d'autant l'esprit d'invention ».

Le raisonnement de Freycinet repose sur l'idée que c'est l'invention qui tend à relever le taux de l'intérêt, et réciproquement l'abaissement du taux qui provoque l'invention.

L'analyse de Freycinet ne fait pas l'impasse sur

« l'accroissement du numéraire et la cherté des objets de consommation ».

Freycinet prend en compte l'afflux - circonstanciel - des métaux précieux. La position « officielle » est quantitative, pré-monétariste :

« on regarde l'augmentation de la quantité de monnaie comme liée à la cherté des choses ».

Toutefois, Freycinet tente d'analyser le bien-fondé de ce lien.

Les relations entre prix et quantité de monnaie

En effet, Freycinet entreprend de démontrer que la quantité de monnaie peut augmenter sans que les prix augmentent.

Freycinet montre que la division du travail permet d'arriver à ce résultat. La quantité de monnaie nécessaire à un pays est en raison de la production totale

« multipliée par le nombre de fois que chaque objet a changé de mains avant de parvenir à sa forme dernière ».

La division du travail, en démultipliant l'échange, nécessite une quantité de monnaie supérieure. De la sorte, la monnaie augmente mais les prix ne changent pas

« et même la quantité de ces objets pourrait rester la même si le fait de la division n'entraînait pas une amélioration dans les conditions de la production ».

Inversement, Freycinet montre que les prix peuvent varier sans que la quantité de monnaie varie. C'est le cas si, par exemple, la production augmente sans que le travail exigé par cette production augmente (effet du progrès et de l'invention). Cela suppose toutefois que les métaux précieux aient leur source dans le pays producteur.

En définitive, du point de vue de Freycinet, pour que les prix augmentent en même temps que la quantité de monnaie, il faut que les frais de production de la monnaie diminuent. L'importance inflationniste de l'approvisionnement en métaux précieux caractérise toute la pensée économique de la période, celle de Freycinet aussi. Freycinet note cependant que l'accroissement de la quantité de monnaie est sans rapport avec sa dépréciation.

Les conditions d'optimisation du Bien-Etre

La production (ou « Bien Etre » dans la terminologie de Freycinet) et le revenu entretiennent des liens logiques riches.

L'hypothèse de Freycinet est celle de la non-dépréciation de la monnaie. Quand les prix, à deux époques données, n'ont pas sensiblement varié, on peut conclure que l'abaissement des frais de production a été compensé par la dépréciation de la monnaie « et raisonner comme si ni les uns ni les autres n'eussent changé ». La comparaison des revenus donne-t-elle celles des quantités produites ? Freycinet écarte cette approche car un objet dont le prix a diminué ou dont les frais de production ont baissé, figure dans la production pour une plus large part que dans le revenu ; la quantité étant restée la même, sa valeur apparente a diminué.

En distinguant les objets qui ont subi ou non une variation de prix, on peut en déduire l'impact réel de la dépréciation monétaire et introduire des corrections.

De ce fait Freycinet réfute les économistes qui, ayant déterminé que la monnaie s'est dépréciée de $n\%$ sur un siècle, comparent la fortune du pays en réduisant de $n\%$ son revenu actuel. De nombreux exemples sont pris par Freycinet (vin, voile, transports ...).

De telles erreurs, quantitatives ou qualitatives, tiennent, selon Freycinet, à l'imperfection « inévitable » de la comptabilité sociale

« qui ne permet pas de faire passer d'une catégorie dans une autre ou de ranger sous une autre dénomination les produits qui s'améliorent ».

C'est donc sur une réforme de la classification économique, future comptabilité nationale que se clôt cette oeuvre originale qui, en empruntant beaucoup aux exemples concrets des économies contemporaines de l'auteur, beaucoup à l'histoire économique du XIXe

siècle, au système de pensée classique aussi, cherche pourtant à en questionner les hypothèses (quantitativisme, épargne et investissement, souci social d'équité ...), à en adapter les préceptes aux exigences d'une politique économique tout en s'interrogeant sur la nature et le bien fondé de l'action de l'Etat en matière économique.

L'épargne, notion clé de l'oeuvre, demeure définie par la pensée classique, renonciation à la consommation, dont le taux d'intérêt est le prix. Toutefois Freycinet prend soin d'articuler la notion d'épargne à celle d'invention (investissement) et de montrer que le progrès économique ne peut résulter que d'un financement par une épargne active et non oisive, des secteurs productifs.

La notion d'invention dans *Le progrès économique*

Tout moyen nouveau d'obtenir le produit à moins de frais qu'auparavant suffit, pour Freycinet, à définir l'invention. L'invention est au langage de Freycinet ce qu'est l'investissement à notre vocabulaire économique actuel.

S'il est de l'essence de l'épargne d'augmenter la demande des bras, il est dans le rôle de l'invention de les réduire. La filature, les textiles vérifient ce précepte et Freycinet se fait fort de le démontrer. Dans l'industrie du transport, la substitution des chemins de fer aux routes ordinaires a entraîné une véritable révolution de son marché.

La machine à vapeur a permis le progrès au XIX^e siècle. Freycinet n'a aucun mal à prouver, chiffres à l'appui, que le travail de l'homme est cinq fois plus cher que celui du cheval, et que ce dernier est lui-même 7 fois à 20 fois plus cher que celui de la vapeur. Il en est de même en matière de traction et de transport pour les chemins de fer au regard des autres techniques plus traditionnelles, notamment celles utilisant les chevaux.

Le chemin de fer constitue en effet une double invention : la substitution de la locomotive au cheval, certes, mais aussi la substitution du rail métallique à la chaussée. Les deux inventions entrent pour autant dans l'économie totale. On doit trouver dès lors, indique Freycinet, que le prix de l'unité kilométrique se trouve réduit au huitième de ce qu'il était.

L'invention se trouve au centre de la réflexion de Freycinet sur le progrès économique. L'invention des chemins de fer, dans sa complexité, a réalisé une économie totale des 5/6^e de la dépense et a procuré vitesse et bien être. La diffusion de l'invention a produit des effets bénéfiques dans l'ensemble des branches industrielles. Il en est de même en matière agricole. Progression du rendement par hectare, nouveaux outillages ; les expressions n'en manquent pas. Télégraphie électrique, photographie sont des inventions dont Freycinet flaire l'importance mais échoue à mesurer l'impact économique. L'invention vise la diminution des frais de la production, en réduisant la main d'oeuvre et en augmentant la dépense de capitaux. L'incorporation de travail humain au produit décline. Freycinet ne peut donner meilleur aperçu de la notion de productivité.

Toutefois, quand l'intérêt du capital - c'est le cas en France alors - ne baisse pas sensiblement, l'effort final de l'épargne et de l'invention se fait sentir exclusivement sur le taux des salaires. Les classes ouvrières en subissent le contrecoup social, mais l'épargne fait contrepoids et l'invention induit des effets correctifs. La diminution du prix de revient accroît la consommation et suscite une nouvelle production qui compense la réduction de la main d'oeuvre. Vision « classique » de Freycinet où le travail est un bien

comme les autres dont le salaire est le prix, le chômage s'analysant à partir des variations de ce prix lui-même déterminé par le volume de production.

La microéconomie de Charles de Freyeinet demeure résolument classique. Il postule en effet que l'accroissement de la consommation est au moins proportionnel à la diminution du prix de revient de telle sorte que la valeur totale du produit consommé ne diminue pas. De fait, la réduction de la main-d'oeuvre est atténuée par le développement de la consommation, postulat keynésien s'il en est. La pensée économique de Freycinet se démarque de l'orthodoxie classique par le cas qu'elle fait de la consommation, notion qu'elle place au centre de sa démarche,

Ce mécanisme de compensation entre consommation et main-d'oeuvre est d'autant plus fort que l'accroissement de capital qui correspond à la diminution de la main-d'oeuvre est plus faible, et que le capital lui-même joue un rôle moindre dans l'ensemble des frais de production. Il est envisageable que la réduction de main-d'oeuvre ne soit pas accompagnée d'une augmentation du capital ; dans ce cas, le capital s'accroît seulement à raison du développement de la production. Si l'on suppose par ailleurs que le capital n'entre que pour un tiers dans les frais de production (moyenne de la France des années 1870-1880), le calcul montre que la réduction initiale des salaires due à l'invention est atténuée de plus de moitié par le développement de la production.

Il résulte de telles hypothèses que si l'invention diminue dans telle ou telle industrie la demande de main-d'oeuvre, elle la développe dans d'autres. Ainsi, globalement, il devient difficile de dire si l'action de l'invention tend à abaisser ou à élever le taux moyen des salaires.

Par ailleurs, si, d'un côté, l'extension de la consommation permet à la succession des découvertes de compenser la réduction immédiate de la main-d'oeuvre, d'un autre côté, la création même des instruments nécessités par ces découvertes fait naître une main-d'oeuvre nouvelle. Freycinet en conclut que, globalement l'invention tend plutôt à élever le taux des salaires qu'à l'abaisser.

Emploi des capitaux optimal, abaissement du prix de revient des biens, tels sont les axes de la démarche de Freycinet. Acier Bessemer, gaz d'éclairage sont d'éloquents exemples du rôle économique de l'invention dans les sociétés modernes.

L'action de l'Etat en matière d'encouragement à l'invention demeure lacunaire pour Freycinet. La loi sur les brevets fut une mesure efficace mais insuffisante. Freycinet propose de généraliser l'institution de prix considérables pour rémunérer ce genre de recherches. Donner un statut protecteur financièrement, et incitatif scientifiquement, tel est le but. Plus généralement la diffusion des connaissances, l'instruction, constituent le terreau de telles recherches. Le projet républicain des lumières revisité par l'idéologie laïque et enseignante de la IIIe République est net :

« on ne peut qu'applaudir aux efforts des gouvernements qui, comme celui de la République française, ont entrepris d'élever le niveau des classes populaires. Il y a là, au point de vue économique, un gros capital amassé pour l'avenir et un accroissement considérable des moyens de production ».

On ne peut mieux exprimer l'incorporation nécessaire de la recherche et du savoir au progrès industriel et économique, et de ce fait, l'association de l'ensemble des couches sociales, via l'instruction, à ce projet d'élévation par la connaissance. L'utopie républicaine en somme.

L'analyse économique de la situation de la France

La répartition des produits, l'analyse de la production font l'objet de l'attention de Freycinet, tout au long du Progrès économique.

Freycinet inscrit son approche dans l'analyse de long terme et considère comme négligeables les mouvements monétaires sur les variations de la production. Il fait alors état des estimations démographiques et économiques du poids des divers secteurs dans la vie économique française. Freycinet en déduit que la valeur des salaires de l'industrie apparaît comme se confondant avec la valeur des salaires de l'agriculture. Quant à la somme des capitaux engagés de part et d'autre, elle reçoit, semble-t-il, une rémunération sensiblement égale. Dès lors, la valeur de la production industrielle, somme des salaires et des revenus du capital, ne semble pas devoir s'écarter de la valeur de la production agricole.

De fait, l'accroissement de la production donne la vraie mesure du progrès économique, tout en étant statistiquement difficile à saisir. La difficulté se trouve augmentée par les variations qu'ont subies les prix. On en est réduit à des conjectures. Freycinet retient cependant l'idée que la production industrielle a doublé en un demi-siècle, la production agricole ayant augmenté de 60 %.

Freycinet retient les chiffres suivants :

- Production agricole en 1883 : 13 milliards
- Production agricole en 1833 : 8 milliards
- Production industrielle en 1883 : 13 milliards
- Production industrielle en 1833 : 6 milliards
- Production générale en 1883 : 26 milliards
- Production générale en 1833 : 14 milliards

Il n'est pas aisé par ailleurs de prendre la bonne mesure des variations de la monnaie. Indépendamment des variations de la monnaie, les prix ont obéi à une multitude d'influences contradictoires et peu rationalisables. Ainsi des perfectionnements industriels, de l'accroissement de la consommation, de l'élévation des salaires, de la concurrence étrangère, des droits de douane, qui ont agi en sens divers et d'une manière inégale sur les différents produits. Freycinet tente d'imaginer des repères fixes auxquels la monnaie pourrait être rapportée, qui permettraient de supposer que certains produits gardent leur même valeur d'une époque à l'autre. Mais peine perdue.

Freycinet de ce fait se prononce pour une approche statistique de tels phénomènes. Les évaluations permettent de penser que la monnaie a perdu, depuis cinquante ans, un quart ou un tiers de son pouvoir d'achat.

Qu'en est-il de l'estimation de la fortune publique, biens possédés par l'ensemble de la Nation, Etat, collectivités locales et particuliers ?

Freycinet, après avoir recensé les diverses estimations d'experts, propose finalement de chiffrer la fortune nationale comme il suit :

- Propriété non bâtie : 90 milliards
- Propriété bâtie : 45 milliards
- Meubles : 65 milliards
- Valeurs mobilières : 25 milliards
- Domaine de l'Etat, des départements et des communes : 20 milliards

- Total : 245 milliards

Le revenu de cette même fortune publique peut s'établir ainsi :

- Propriété non bâtie : 2.645 millions
- Propriété bâtie : 2.200 millions
- Meubles : taux moyen de 5 % sur un capital de 65 milliards : 3.250 millions
- Valeurs mobilières : taux 4,5 % sur 25 milliards : 1.125 millions
- Domaine public : taux de 3 % sur 20 milliards : 600 millions
- Total : 9.820 millions

Ce revenu correspond donc à un taux de 4 % sur l'ensemble de la fortune. On peut s'étonner qu'un revenu soit assigné au domaine de l'Etat et des collectivités locales. Mais, si ce domaine n'est pas productif de revenu de manière apparente, il n'en est pas moins un élément très réel de la production globale, qu'il accroît. Les routes, les canaux, les ports interviennent dans la production des chemins de fer par exemple.

L'accroissement de la fortune provient de deux sources : l'épargne et la plus-value, obtenue par certains capitaux. Il est difficile de chiffrer l'épargne, peut-être 1/106 du revenu. De ce fait, l'épargne moyenne, dans la période 1833-1883, exprimée en monnaie de 1883, aurait été de 2 milliards par an, puisque la production s'est élevée de 14 à 26 milliards. L'épargne totale aurait été ainsi de 100 milliards.

Les 52 milliards de plus-value ne tiennent pas à la dépréciation de la monnaie, - tout est exprimé en monnaie de 1883 - mais résulte (le taux d'intérêt étant constant) de l'accroissement du rendement de certains capitaux ou de l'accroissement des valeurs de leurs produits, ou encore de l'augmentation de valeur prise par certains capitaux, par exemple les terrains à bâtir dans les grandes villes.

C'est à partir de telles hypothèses que Freycinet cherche à évaluer la fortune publique française.

Freycinet ne saurait oublier le rôle économique essentiel des salaires :

«sont salaires les rétributions des hommes, sont rentes les rétributions des choses
» .

Freycinet estime qu'entre le revenu du travail et le revenu du capital, il y a une forme de revenu, les monopoles (gaz ...). La somme des salaires est égale au revenu général ou à la production du pays, moins le revenu des capitaux ou de la fortune publique.

Les estimations de Freycinet laissent penser que les salaires ont connu un accroissement, en monnaie constante, de 446 francs/1833 à 690 francs/1883, (40 % pour les classes laborieuses, jusqu'à 100 % pour les autres). L'essentiel des calculs de Freycinet visent à ramener l'expression monétaire à des francs «actuels» selon ses termes, francs constants dirions-nous.

Freycinet en conclut une augmentation générale de près de 95 % en l'espace de cinquante années.

Freycinet constate que la part prise par le capital, dans la distribution de la production, était de 31 % (1833) et de 38 % (1883). Parallèlement, la part prise par le travail était de 69 % (1833) et de 62 % (1883). Ainsi la part du capital est allée en augmentant, tandis que la part du travail a diminué. Freycinet s'interroge : cette loi est-elle bonne, est-elle seulement rationnelle ?

Freycinet invoque le «génie de l'humanité» . Par cela même que l'homme tend de plus en plus à s'affranchir du travail matériel et à réclamer davantage des forces naturelles

asservies et par suite du capital, il est inévitable que la quantité de celui-ci aille en augmentant et que sa rétribution devienne de plus en plus prépondérante. L'utopie de Freycinet est bien celle d'une société où le travail matériel serait nul et où le capital serait chargé d'assurer la production. Dans une telle société, chacun vivrait non pas du revenu de son travail mais du revenu de la portion de capital dont il serait devenu propriétaire par voie d'épargne ou d'hérédité. Ainsi de «l'état idéal» du capitalisme selon Freycinet.

De fait, le véritable progrès, selon Freycinet, suppose que le salaire absolu augmente tandis que sa part relative diminue et que la part relative du capital n'augmente pas. Mais ce taux diminue-t-il ou s'abstient-il d'augmenter ?

Freycinet tient pour incontestable que, dans nos sociétés, le taux d'intérêt va sans cesse en diminuant. Le taux d'intérêt a peu baissé de 1833 à 1883 et atteint un état «stationnaire».

Si les taux ruraux ont baissé, d'autres branches ont tiré à la hausse. Par exemple, si le taux des revenus industriels et mobiliers est de 1,5 % plus élevé que celui des immeubles ruraux, et si la proportion de la richesse mobilière va en augmentant dans la fortune publique, le taux moyen d'intérêt peut ne pas baisser, malgré la baisse intrinsèque du taux de la propriété non bâtie. Ainsi quand on considère le cours des fonds publics, de la rente française (3 %) qu'on peut considérer comme une sorte de thermomètre du taux de l'intérêt, on voit que de 1836 à 1846, le cours moyen a été de deux unités plus élevé que de 1876 à 1886. On peut certes objecter que l'importance des emprunts émis de 1871 à 1876 a pesé sur le marché. Tout est incertain. Le taux de l'escompte lui-même, à la Banque de France lui aussi, s'il a été généralement plus bas de 1873 à 1883 que sous la Monarchie de juillet, a sûrement été influencé par l'abondance des métaux précieux, les crises commerciales ...

Le taux de l'intérêt et le taux des salaires sont-ils absolument indépendants l'un de l'autre ? Freycinet cherche à analyser les liens logiques possibles : ne sont-ils soumis qu'aux hasards de l'offre et de la demande, ou y-a-t-il quelque lien rationnel, semblable à celui qui existe entre un prix de revient et un prix de vente ? Freycinet définit donc le taux d'intérêt comme un prix.

La perspective est classique : l'homme est un capital accumulé qui, en entrant dans sa vie professionnelle, doit trouver sa rémunération dans le salaire.

Ainsi le salaire du travailleur doit comprendre la somme suffisante pour le maintenir dans l'état physique et intellectuel approprié ; l'intérêt de la somme dépensée depuis sa naissance ; l'amortissement de cette somme obtenu pendant la durée moyenne de sa période d'activité. Le salaire rémunère le temps de l'instruction, de la formation.

La deuxième partie de la rétribution, l'intérêt du capital que représente le travailleur lui permet

«d'ajouter quelque chose à son bien être»,
mais aussi d'épargner.

En somme la première partie maintient la vie du travailleur. La troisième lui permet de se perpétuer ; la deuxième est la condition du progrès.

«Il n'y a pas de société civilisée sans la réunion de ces trois éléments dans le salaire».

Freycinet introduit la notion de «Capital humain» :

«il n'y a pas de raison pour que le taux d'intérêt usité pour les capitaux matériels ne s'applique pas également aux sommes dépensées pour constituer le capital humain».

Formation, capital humain, instruction sont les piliers de la réflexion de Freycinet. En connaissant la somme nécessaire moyenne «pour amener l'enfant à l'état de producteur», on pourrait, en appliquant le taux moyen d'intérêt, calculer l'intérêt annuel du capital humain, ainsi que la prime d'amortissement qui ne dépend que de ce taux d'intérêt et de la durée de la période d'activité de l'homme. L'ensemble de ces termes, ajouté au revenu de la fortune publique devrait être égal à la «production générale».

On aurait ainsi une équation dans laquelle l'inconnue à déterminer serait le taux de l'intérêt social ou ce que Freycinet appelle le «taux rationnel», gouvernant à la fois les capitaux et les salaires. La comparaison de ce taux avec le revenu effectif de la fortune publique permet de voir si le taux en usage est rationnel, c'est-à-dire si les capitaux sont rétribués plus ou moins qu'ils ne devraient l'être par rapport aux salaires.

Une telle équation est algébriquement réalisable. On peut calculer, au moyen de taux de l'intérêt, la somme représentée par les annuités accumulées depuis la naissance, soit la valeur du capital humain ; calculer la prime d'amortissement de ce capital au bout d'une période d'activité. La difficulté, admet Freycinet, est d'évaluer la différence financière dans la formation d'un médecin ou d'un terrassier.

L'ensemble du calcul est suspendu à l'ambiguïté de tels paramètres «sociaux» .

De fait, Freycinet parvient à montrer que ce taux de l'intérêt, bien qu'on ne sache pas le calculer, est rationnellement lié au taux des salaires :

«il n'est pas douteux qu'il gouverne les sociétés à leur insu» .

Freycinet se démarque des classiques. Le minimum salarial n'est pas seulement celui qui assure l'existence de l'ouvrier. C'est celui qui assure son existence en même temps que la compensation des sacrifices faits pour le former. Freycinet en arrive à des positions malthusiennes, toute famille de plus de deux enfants obérant les possibilités de formation satisfaisante.

Toutefois, le paradigme demeure classique.

«Il n'y a pas de loi écrite qui puisse empêcher ce déni de justice (des salaires trop bas) ou plutôt ce préjudice qu'une partie de la société cause inconsciemment à l'autre. La fixation du salaire résulte du débat entre l'offre et la demande, entre le capital et le travail. Il n'y a pas de règlement social qui puisse intervenir dans ce jeu de la liberté, sous peine de tout compromettre».

Libéralisme, économie classique, capitalisme saint-simonien français.

Pourtant, tout en invoquant le «jeu de la liberté», c'est-à-dire, in fine, le non-interventionisme, Freycinet écrit, un paragraphe plus loin,

«l'intérêt du capital humain n'est pas toujours perçu et il y a un certain relèvement à opérer dans les salaires» . Certes, dit-il, «le règlement des salaires est une affaire très délicate, dans laquelle l'autorité publique ne peut intervenir par voie de contrainte. Mais le gouvernement peut donner des exemples salutaires» .

Libéralisme classique certes, mais prémisses d'une politique économique où l'Etat, gardien des équilibres sociaux, prône une régulation économique. Le capitalisme d'Etat français exprime cette ambiguïté. Ainsi de l'action fiscale de l'Etat :

«il dépend de lui de favoriser une classe ou l'autre des producteurs, les capitalistes ou les salariés ou, pour parler plus exactement, les revenus du travail ou ceux du capital» .

Ces paroles s'insèrent dans le débat des années 1885 entre partisans de l'impôt sur le revenu et ceux de l'impôt sur le capital.

«Si l'on considère cet impôt non pas comme un impôt universel, destiné à remplacer tous les autres, mais comme un moyen de réparer les inégalités»,

dès lors l'action régulatrice sociale de l'Etat est économiquement et théoriquement fondée.

Bien plus, Freycinet se rallie à l'impôt sur le capital - dans un système où le capitaliste l'emporte dans l'ensemble des rapports de force sociaux,

«un gouvernement vigilant doit donc s'occuper de charger le capital beaucoup plutôt que les salaires. L'impôt doit donc être établi en tant que moyen de redressement, non pas sur le revenu en général, mais sur le seul revenu des capitaux, ou, ce qui est préférable, sur le capital lui-même».

Etonnante actualité du débat. Nature ambiguë du libéralisme français, capitalisme d'Etat qui inaugure, avec Freycinet, les orientations de politique économique du siècle à venir, interventionnisme social et régulateur, fiscalité correctrice, sans évacuer, presque paradoxalement, le paradigme classique dont il conserve sinon les préceptes, du moins le discours. Ce sont là les enseignements essentiels des travaux économiques de Freycinet exposés dans le manuscrit *Le Progrès économique*.

Le juriste

L'œuvre juridique, inédite, est tout aussi digne d'intérêt. On y rencontre un *Essai sur la souveraineté des majorités* (manuscrit sans date)¹¹, ainsi qu'un fort volumineux travail intitulé *De l'éloquence parlementaire* (sans date)¹². Enfin, un ouvrage manuscrit sur le *Mécanisme constitutionnel destiné à assurer la souveraineté des majorités* (1869)¹³. On découvre, dans ces manuscrits prêts à la publication, un juriste, comme le *Progrès économique* révélait l'économiste. Philosophie publique certes, réflexion cicéronnienne sur la nature du verbe dans une démocratie représentative, sur les liens entre la parole politique, le discours et l'acte politique. Mais surtout, tentative de répondre au problème central de droit public que posent les institutions et la constitution de la IIIe République : comment lutter contre l'instabilité ministérielle, la précarité politique - dont Freycinet fut l'une des victimes - comment donner de la durée et de la stabilité à un régime qui en a besoin pour mener à bien les grandes réformes de structure et essai de concevoir les modifications envisageables.

Le régime parlementaire

Il est aussi question de philosophie politique et de droit public dans «De l'éloquence parlementaire». Freycinet fait état de ses convictions en matière d'équilibre des institutions.

Les premiers mots de cet ouvrage sont décisifs.

«L'éloquence parlementaire est fille de la liberté. Elle a pris naissance chez les peuples qui se gouvernent eux-mêmes et prétendent rester maîtres, à toute heure, de leur destinée».

Freycinet constate, chez tous ces peuples, la même forme de gouvernement. Un chef d'Etat, monarque héréditaire ou président de la République temporairement élu, investi du pouvoir exécutif. D'autre part, un Parlement ou Congrès, composé de deux chambres,

dont l'une au moins procède de l'élection, en qui réside le pouvoir législatif. Dans les pays qui n'ont qu'une chambre, celle-ci est élue. Enfin,

«au-dessus de ces deux grands pouvoirs, une constitution fixe leurs attributions et règle leurs rapports mutuels» .

Freycinet constate que ce régime,

«dénommé représentatif ou constitutionnel ou parlementaire» ,

a été d'abord instauré en Angleterre. Dans une telle organisation, le pouvoir législatif a la primauté.

»Emanation du peuple, périodiquement investi par son suffrage, il y puise une autorité qui ne connaît pas d'égale. Les volontés qu'il exprime ne vont au but que par l'intermédiaire et avec le concours du pouvoir exécutif, préposé à l'action » .

Freycinet esquisse une description de la répartition des droits et des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif, constatant par exemple qu'

«aux Etats-Unis, le Président n'a pas la plénitude de la politique extérieure. Le Sénat y coopère » .

Freycinet constate que tout gouvernement est sur la »pente de l'arbitraire« . Il faut donc organiser son contrôle. Mais comment ?

Le contrôle de l'exécutif ne peut résulter uniquement de la loi. Il faut aussi organiser, par l'éloquence parlementaire, le droit d'interpellation, droit naturel dans un régime parlementaire. Il convient aussi de fonder le contrôle sur le travail des commissions

«avec moins d'apparat que les interpellations, elles contribuent quelquefois plus efficacement à améliorer les pratiques gouvernementales».

Enfin, Freycinet évoque, dernier moyen de contrôle, les commissions d'enquête, qu'il faudrait développer en France car elles revêtent traditionnellement un caractère de défiance contre le gouvernement. Pourtant les Anglais en font grand usage.

De toutes façons,

«rien de ce qui peut éclairer l'opinion ne doit être négligé» .

On reconnaît là le démocrate :

«les gouvernements doivent se répéter qu'ils travaillent dans une maison de verre» .

Freycinet se demande ensuite, le contrôle aboutissant à un débat public, quelles sanctions peuvent s'ensuivre. Il analyse le vote de confiance, les questions de responsabilité, constatant qu'en Europe, la responsabilité pèse sur les ministres qui couvrent le chef de l'Etat, irresponsable en fait et en droit.

Mais Freycinet est conscient de l'inconvénient majeur d'un tel système.

«Ce système, remarquable de souplesse, a cependant un inconvénient sérieux. Pour cela seul que les chambres peuvent renverser tout cabinet qui ne répond pas à leurs vues, le pouvoir est exposé à de fréquents changements» .

L'instabilité est le véritable inconvénient. Certes, remarque Freycinet, la diplomatie «a conservé, nonobstant, une continuité inespérée», mais les changements fréquents ébranlent la stabilité du travail des administrations.

L'exemple à suivre est, aux yeux de Freycinet, anglais :

«les Anglais sont arrivés à une méthode exemplaire. Presque toujours ils gardent leur ministère pendant toute la durée de la législature. Cette pratique leur est facilitée par une circonstance que nous n'avons pas toujours rencontrée. Le chef du cabinet britannique est en même temps le chef reconnu du parti qui a triomphé dans la lutte électorale. En France il n'en est pas ordinairement ainsi » .

On ne peut mieux décrire le fait majoritaire qui sera le fait de la Ve République. Freycinet, très lucide, a perçu le manque des institutions de la France.

Quant à la discussion des lois, travail des assemblées, il convient, pour Freycinet, d'être attentif aux évolutions de société. :

- fondation des grandes industries,
- coopération du travail et du capital,
- application des règles de l'hygiène,
- diffusion de l'instruction.

La pensée Freycinet est dans cette énumération.

De fait,

«l'éloquence parlementaire n'atteint toute sa hauteur qu'à l'occasion des grandes lois, qui touchent aux fondations mêmes de la société» .

Freycinet évoque alors les inconvénients de la double discussion des lois (par les deux chambres). Il brosse le portrait du bon parlementaire nourri de philosophie, morale, histoire, juriste aussi pour bien élaborer les lois. Freycinet reste favorable à une large initiative du Parlement. Il veut par exemple réduire à un caractère consultatif le contrôle exercé par le Conseil d'Etat. S'il est un noble domaine d'exercice de «l'éloquence parlementaire», c'est bien celui des débats sur les questions diplomatiques pour Freycinet. Il regrette que, depuis 1870, les chambres aient manifesté une trop grande réserve à leur endroit. Les affaires étrangères demeurent, dans l'esprit de Freycinet, un domaine essentiel de l'exercice du pouvoir.

Quant au mandat parlementaire, il est «un des plus nobles qui se puisse concevoir» . Il dresse le portrait du parlementaire talentueux : désintéressement et jugement droit le caractérisent. Freycinet exprime ainsi la place essentielle qu'occupé le Parlement dans les institutions nationales de la IIIe République.

«L'opinion publique ne s'y trompe pas : elle désigne le Parlement comme la plus sûre garantie de la fortune et de l'indépendance nationales» .

Les qualités de l'orateur parlementaire doivent lui permettre de «subjuguier les volontés» . L'action politique et le verbe sont organiquement liés :

«la parole est le facteur essentiel du régime parlementaire» .

Ici se révèle la nature oratoire et littéraire de la IIIe République :

«l'orateur politique est et doit être avant tout un homme d'action» .

Cela a assuré le succès de Gambetta. Le parlementaire, l'orateur doivent être responsables des conséquences de leurs paroles.

«La plus haute qualité de l'orateur parlementaire c'est l'autorité morale» .

Freycinet exprime là les contours de la morale laïque et républicaine qui affleure parmi le personnel politique de la IIIe République. La description du bon orateur parlementaire est précise, notamment :

«prestance, physionomie, timbre de voix» , mais «une voix grêle et aigrie, si bien maniée qu'elle soit, ne va jamais à l'âme comme une voix pleine et un peu profonde» .

La conviction est une qualité non moins essentielle :

«aucun orateur parlementaire ne convaincra l'assemblée s'il n'est lui-même profondément convaincu» . «Chaleur ou passion, c'est bien la compagne inséparable d'une conviction forte» .

Freycinet poursuit par une description des nuances de la conviction selon les intonations de voix ...

Enfin, la compétence : «les assemblées parlementaires aiment les compétences». L'avis de professionnels apporte beaucoup au débat. S'ébauche ainsi une démocratie de spécialistes : Thiers, Léon Say, Grévy, Dufaure en sont des exemples choisis par Freycinet.

«On se représente volontiers les hommes politiques comme à demi oisifs, parlant beaucoup, travaillant peu, vivant dans une atmosphère enfiévrée et assez artificielle. La vérité est autre. La grande masse des parlementaires est laborieuse et pétrie de bonne volonté» .

«L'art de bien dire», la «connaissance de l'assemblée», enfin les «diverses écoles d'orateurs» («ceux qui apprennent par coeur leurs discours, ceux qui les lisent et ceux qui improvisent»)

parachèvent cet ouvrage où Freycinet dresse un bilan critique de l'exercice politique de la IIIe République. Cet ouvrage permet de prendre conscience de ce que la République peut attendre, au tournant des années 1880, de son personnel. Il permet aussi de réaliser la lucidité, la profondeur, l'information historique et étrangère, de la culture juridique de Freycinet.

Souveraineté et légitimité des pouvoirs

Quelques remarques à propos du

«Commencement d'un travail sur le mécanisme constitutionnel destiné à assurer la souveraineté des majorités» (1869).

Freycinet pose le principe selon lequel

«si la majorité est souveraine, elle l'est toujours» et s'occupe d'une seule chose «ce qui limite la souveraineté, c'est-à-dire l'obligation pour la majorité présente de respecter le droit de la majorité future».

Freycinet s'interroge sur les principes constitutionnels de l'Empire. Notamment celui de la responsabilité personnelle de l'Empereur. La responsabilité du chef de l'Etat, dit-il, n'est point incompatible avec la souveraineté nationale. Elle en est une conséquence directe,

«car il est naturel de rendre responsable celui-là même auquel est confié la délégation» .

L'hérédité n'est qu'une prolongation de l'inamovibilité : le chef de l'Etat est responsable, «quoique héréditaire», pour peu que cette responsabilité soit nettement définie.

De fait, pour Freycinet, la constitution de 1852, proclame certes la responsabilité de l'Empereur, mais ne définit aucun des cas où cette responsabilité s'exercerait et interromprait la délégation de pouvoir :

«c'est là une contradiction qui, avec le temps, devra cesser» ,

soit que l'Empereur renonce à garder la responsabilité pour lui-même, et qu'il la transmette à ses ministres dès lors,

«ce qui sera tout à fait la réalisation du régime parlementaire anglais» ; soit que, demeurant personnellement responsable, on «introduise dans la constitution le droit de mettre le chef de l'Etat en accusation, comme peut y être mis le président des Etat-Unis» .

On ne peut mieux conduire la réforme de la constitution impériale, certes en fin de règne, et mieux annoncer la transition vers des institutions plus démocratiques sinon républicaines. Le souci de réfléchir sur les modèles étrangers, de rendre compatibles une

fonction exécutive héréditaire forte, la souveraineté nationale, la responsabilité, exprime le réformisme démocratique de Freycinet.

Freycinet ne peut mieux résumer la chose en disant qu'étant admis le principe de souveraineté nationale, le chef de l'Etat ne peut recevoir une délégation à durée indéterminée et par suite héréditaire (critique prophétique de ce qui sera l'article 16 de notre constitution de 1958, aux souvenirs bonapartistes marqués), qu'à la condition que cette délégation porte uniquement sur le domaine exécutif et non sur la direction.

Freycinet conduit ainsi la réforme impériale qui tend à donner plus de poids au législatif :

«il faut que le monarque soit le chef du pouvoir exécutif et que les chambres exercent toute l'action dirigeante» .

Le terme «dirigeante» peut prêter à bien des interprétations. En second lieu, il faut que le monarque soit irresponsable (si l'hérédité est absolue), ou que cette hérédité soit soumise à certaines restrictions,

«c'est-à-dire que le monarque puisse être mis en accusation et déposé s'il prétend conserver pour lui-même la responsabilité» .

Paroles prémonitoires quand on sait que Freycinet sera chargé de la rédaction des textes proclamant la déchéance des princes sous la IIIe République.

La critique de Freycinet est incisive : il y a, pour lui, incompatibilité avec la souveraineté nationale «là où on force la nature des choses» , quand on rend ce pouvoir héréditaire. Pour lui, la délégation est devenue caduque après 1860.

Freycinet mène ainsi une analyse fouillée de la constitution de l'Empire en quatre points :

- la reconnaissance du principe de la souveraineté nationale,
- la concentration du gouvernement aux mains de l'Empereur,
- l'hérédité du pouvoir,
- la responsabilité personnelle du chef de l'Etat.

Principes républicains (souveraineté nationale), séparation des pouvoirs, responsabilité du pouvoir exécutif, Freycinet tente d'apporter plus de démocratie au fonctionnement de l'Empire.

Parallèlement, Freycinet s'interroge sur les mécanismes destinés à assurer la souveraineté des majorités.

En définitive, Freycinet relève «l'enchaînement naturel» suivant : le gouvernement comprend la direction et l'exécution, selon ses propres termes. La direction ne peut être exercée que par un pouvoir élu à «court terme» , selon ses mots. Le pouvoir exécutif peut être délégué (au centre de sa réflexion juridique, la délégation de pouvoir) pour une durée indéterminée et par conséquent confié héréditairement,

«à la seule condition qu'il se renferme toujours dans son mandat qui est d'être l'instrument docile de la pensée dirigeante».

Pour Freycinet, la meilleure garantie pour que cette condition soit remplie, c'est que le chef du pouvoir exécutif ou le monarque

«prenne ses agents principaux ou ministres en communion intime avec le pouvoir dirigeant»

(ce dernier, chez Freycinet, est le pouvoir des Chambres). On aperçoit, en filigrane, les futures institutions de la IIIe République.

Dès lors, «la responsabilité peut se déplacer», le monarque peut être déclaré irresponsable et les ministres seuls responsables. Tel est le terrain de conciliation entre la souveraineté populaire et l'héréditaire, fortement empreint du modèle anglais.

Enfin, si le monarque veut garder la responsabilité pour lui-même, il le peut, sans manquer au principe de la souveraineté nationale,

«mais alors il s'expose à exécuter imparfaitement son mandat à un moment donné et dès lors à compromettre son hérédité» .

Cela conduit logiquement Freycinet à appuyer cette analyse par une étude de la Constitution impériale, étude que nous avons évoquée. La réflexion de Freycinet est nourrie d'exemples étrangers (anglais, belges ...), en fait, pour la plupart, des monarchies parlementaires vers lesquelles tend son analyse. Sa démarche est simple : la monarchie héréditaire impériale est-elle compatible avec le principe de la souveraineté de la nation ? Pour cela, il analyse les avantages comparés des suffrages directs et indirects, les modes de désignation des chambres par exemple :

«le danger du suffrage indirect est évident. Cette pratique a pour résultat d'éliminer les minorités» .

C'est de la sorte que Freycinet mène son étude. *Du suffrage direct et du suffrage à deux degrés. Du renouvellement intégral et du renouvellement partiel*. De même Freycinet s'interroge sur les durées qui devraient être adoptées pour les mandats des trois corps politiques français sujets à l'élection : corps législatif (4 ans), conseils généraux (6 ans), conseils municipaux (4 ans).

Les multiples comparaisons sont très riches :

«aux Etats-Unis d'Amérique, les pouvoirs législatif et exécutif, ou plus exactement les chambres et le président offrent un bon type de pouvoirs pondérés et satisfaisant à ces conditions moyennes dont j'ai parlé comme propres à concilier la force avec la liberté» , ou «les monarchies d'Europe présentent une particularité, c'est que les chambres électives y possèdent en général plus de pouvoir que les constitutions ne semblent leur en conférer» .

Plus profondément, Freycinet se demande ce qui fait et défait la légitimité d'un gouvernement, et quels sont les déterminants de sa durée. Largement informé, riche d'analyses comparées françaises et étrangères, doté d'une profondeur historique, le texte de Freycinet fait le point sur l'histoire institutionnelle française, en pratiquant une ouverture vers des formes plus démocratiques d'exercice du pouvoir, même si, en 1869 encore, il ne se prononce pas pour la République, mais pour un rééquilibrage démocratique des pouvoirs au sein des institutions impériales.

Cette oeuvre juridique parfait la totalisation du savoir qui est à l'oeuvre dans le personnage de Freycinet. Bien plus, en renouant avec la réflexion romaine et latine sur l'éloquence, Freycinet se ressource au modèle politique antique et ajoute à l'épaisseur de son personnage une dimension de rhéteur où la recherche des points communs entre le verbe et l'action emprunte - comme chez Cicéron - la voie politique. L'utopie moderniste républicaine de jonction du Savoir et du Pouvoir, revisitée par le saint-simonisme où le positivisme enseigne que la maîtrise technique donnée par l'instruction et le savoir scientifique conduit les hommes vers le Progrès et la paix, se mêle en une synthèse historique à la matrice antique pétrie de rhétorique pour engendrer le polymorphisme total qu'est d'une certaine façon Freycinet.

Conclusion

En définitive, quels sont les apports nouveaux du Fonds Freycinet de l'Ecole polytechnique ?

En premier lieu, des manuscrits inédits : économie, sciences administratives pour l'essentiel. Ils éclairent de nouveaux aspects de la réflexion de Freycinet.

En second lieu, une substantielle correspondance avec Gambetta et, au-delà, avec l'ensemble des personnalités du régime républicain, qui permettent de mieux cerner la vie politique, les échanges d'idées, la genèse des décisions de la fin du siècle.

Enfin, une masse considérable de travaux préparatoires, manuscrits, rapports, brouillons - souvent élaborés par des services ministériels - qui donnent la profondeur génétique de décisions, programmes, événements essentiels de la vie politique et administrative de la III^e République : supports logistiques de la guerre en province (1871), (fabrication de canons, contacts avec les usines ...) ; commissions militaires pour la réforme du service national ; réflexions sur les engagements diplomatiques de la France (notamment en Indochine) ; préparation des textes sur les congrégations, sur la laïcisation du système scolaire ; mémoires et rapports sur l'hygiène dans les manufactures en France et à l'étranger, sur le travail des enfants, sur les transports, les voies de communication, la situation économique et concurrentielle de certains ports de commerce ; rapports préparatoires aux programmes de travaux publics ; mais aussi brouillons et calculs ébauchant les œuvres scientifiques de Charles de Freycinet ; éléments de discours politiques électoraux prononcés en province ou à la Chambre. C'est l'aspect «génétique» du fonds, ensemble de l'appareil préparatoire de grandes décisions politiques ou d'œuvres scientifiques.

On ne peut passer sous silence l'importance du fonds de presse. Certes il n'a rien d'unique mais il est complet et accompagne tout le parcours de Freycinet. Véritable miroir du personnage il donne à voir combien Freycinet irrigue tout ce qui compte en cette fin de siècle.

Ainsi éléments génétiques de rapports, œuvres, discours, décisions, manuscrits inédits de théorie économique, de sciences juridiques, d'histoire des sociétés, de leur évolution et leur progrès ; enfin, articles de presse qui offrent un miroir de l'action et de l'œuvre de Freycinet à l'opinion française.

En définitive, l'image de Freycinet que nous propose le fonds est pour le moins fractionnée, sûrement polycentrée et multiple.

En effet, on ne sait ce qui l'emporte du républicain ou de l'homme du verbe, du scientifique ou du technicien ingénieur des Mines, du littéraire chroniqueur ou du politicien, du diplomate ou de l'économiste. Le polymorphisme de l'œuvre de Freycinet se résoud probablement dans l'interpénétration du Savoir et du Pouvoir telle que, seule, l'utopie de la République a pu l'engendrer.

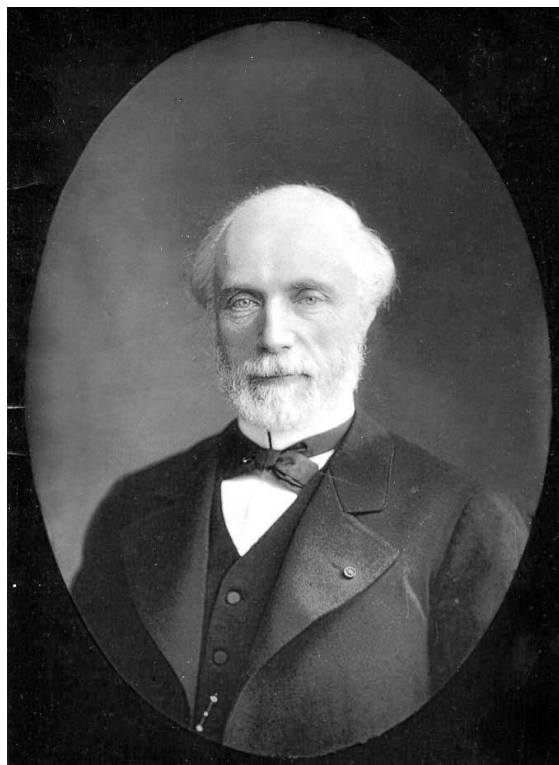
On voit toutefois certains noyaux sémantiques définir plus profondément le personnage. Ainsi de sa conviction saint-simonienne dans le progrès des sociétés, arc-boutées sur l'instruction et l'industrie. L'une fécondant l'autre par l'«invention», le progrès économique, indissociable du savoir, produit du «bien être», et, in fine, du «capital social». Il appartient toutefois - c'est là une des intuitions majeures de Freycinet - à une politique économique responsable d'en réguler les éventuels dysfonctionnements sociaux. Le néopositivisme laïc et républicain, éthique républicaine scientiste et convaincue, est articulé autour du verbe et du chiffre. L'industriel et le politicien littéraire, l'innovation technique et le discours, l'invention et la réflexion métaphysique, fondent les soubassements de l'utopie républicaine. Cette belle totalité, Freycinet

l'incarne, à mi-chemin des lettres et des chiffres, du positivisme industriel et de la réflexion philosophique, du politicien et du savant, de l'ingénieur et du littérateur.

Bien plus, technique et industrie se trouvent fédérées dans un projet métaphysique de progrès de la société, qui procède tant du comtisme que du saint-simonisme, et qui donne sens à toute action. Du coup l'œuvre de Freycinet, de par cette hiérarchie sémantique, éthique et philosophique, présente une grande cohérence : l'histoire républicaine pensée par ses initiateurs vise une fin, utopie de progrès où la technique ne peut aller de l'avant sans la formation éclairée des hommes qui la conduisent, où le citoyen éduqué donne sens au suffrage universel, où l'école, par la diffusion du savoir, rend universelles l'œuvre et l'action de ces gouvernements républicains. Freycinet fait partie de ces républicains qui amènent à la réalité le projet premier des républicains historiques, créer une Nation où le savoir dessine l'unité, conduite au pouvoir et guide le progrès.

C'est vraisemblablement ce projet qu'il convient de conserver de Freycinet, et ne pas songer uniquement au politicien souvent opportuniste qu'il fut, pris dans l'instabilité ministérielle calculatrice que la logique des institutions induisait. D'ailleurs, le fonds, dans un manuscrit inédit, montre combien Freycinet était conscient de ces dysfonctionnements, recherchait des «mécanismes destinés à assurer la souveraineté des majorités», et s'interrogeait notamment sur la possibilité d'une greffe d'éléments empruntés au régime britannique. Il cherchait sans doute moins à profiter du système qu'à en réformer les imperfections dont il était conscient.

Charles de Freycinet en 1887



NOTES

1. pièces 3127-3181 du Fonds Freycinet
 2. pièce 3073 du Fonds Freycinet
 3. pièces 3075-3092 du Fonds Freycinet
 4. pièces 3095 et sq. du Fonds Freycinet
 5. pièce 3074 du Fonds Freycinet
 6. pièce 3025 du Fonds Freycinet
 7. pièce 3026 du Fonds Freycinet
 8. pièce 3027 du Fonds Freycinet
 9. pièce 3028 du Fonds Freycinet
 10. pièce 3029 et documents préparatoires, pièces 3030-3067 du Fonds Freycinet
 11. pièce 3068 du Fonds Freycinet
 12. pièces 3069 et sq. du Fonds Freycinet
 13. pièce 3072 du Fonds Freycinet
-

AUTEUR

PASCAL BLANQUÉ

Elève de l'Ecole Normale Supérieure Scientifique du contingent à l'Ecole polytechnique
(1989-1990)